

Trajectoires : Jean Zay et Jean Perrin

La fable des deux Jean, ou la rencontre du savant et du politique

par Denis Guthleben - Historien, attaché scientifique au Comité pour l'histoire du CNRS

Résumé

Une rencontre rare réussie entre une grande ambition scientifique et une réelle volonté politique : le savant expérimenté Jean Perrin et le jeune et efficace Jean Zay à partir de 1936. Leur collaboration marque l'essor du dispositif français de recherche et sa compréhension par la société. L'inauguration du Palais de la découverte puis la création du CNRS en sont quelques étapes remarquables.

Abstract

A rare opportunity of joining a large scientific ambition and a very political willingness : Jean Perrin, the experienced scientist, and the young and efficient Jean Zay after 1936. Their cooperation is a milestone in the French research system and its interest by the civil society. Some famous steps are the Discovery Palace in Paris and the national agency, CNRS.

Cela pourrait débiter comme le refrain d'une chanson de l'entre-deux-guerres, ou comme l'une de ces recettes de cuisine au style fleuri que l'on découvre parfois dans les livres culinaires de grand-mère...

*Pour faire une bonne politique scientifique,
Il faut se lever de bon matin,
Et préparer cette pâte unique,
Qui lie le savant au politicien...*

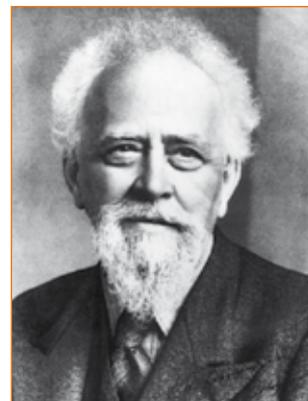


Mais la formule, déjà, s'entortille. Le mélange du savant et du politicien réclame des trésors d'ingéniosité, de dosage, d'adresse et de diplomatie, ainsi qu'un soupçon de chance, en somme une profusion d'ingrédients qui ne sont que très rarement réunis. Les exemples multiples de rendez-vous manqués, de

promesses sans lendemain et d'espoirs déçus de part et d'autre, en témoignent abondamment. La ritournelle s'achève alors sur un mauvais tralala. Et la pâte ne lève pas.

Parfois, la grande alchimie se produit néanmoins. Certes, les exemples ne se «bousculent cette fois-ci plus au portillon», mais leurs suites n'en demeurent pas moins capitales. On pourrait songer, pour en évoquer brièvement les plus notoires, à Pierre Mendès France et à son appel lancé à la tribune de l'Assemblée nationale : «La République a besoin de savants!» Ou à Charles de Gaulle, dont on cite plus souvent une réplique qu'aucune source ne permet de lui attribuer - «des chercheurs qui cherchent,

on en trouve, des chercheurs qui trouvent, on en cherche», plutôt que son action résolue, dix années durant, en faveur de la recherche scientifique. Ou encore, deux décennies plus tard, à François Mitterrand : «Chercheurs français, retrouvez confiance : au temps du mépris, je substituerai le temps du respect et du dialogue»...



Une autre rencontre réussie entre une grande ambition scientifique d'un côté et une réelle volonté politique de l'autre mérite sans conteste de figurer au même registre : celle qui advient, à partir de 1936, entre Jean Perrin et Jean Zay.

Le savant et le politique

On pourrait cesser de filer les métaphores musicale et gastronomique pour dérouler celle des contes et des légendes. Le choix du titre ne poserait guère de problème - disons «la fable des deux Jean» -, et la présentation des héros pas davantage. Difficile en effet d'imaginer deux personnages plus tranchés

que ne le sont alors Jean Perrin et Jean Zay : la réalité a présidé à un rapprochement qui aurait sans doute semblé outrancier dans n'importe quelle fiction. Jean Perrin porte fièrement ses 65 ans sous des cheveux en bataille et une belle barbe blanche ; il est parvenu au faite d'une carrière scientifique dont la description remplirait à elle seule plusieurs numéros de la revue *Rayonnement*, et pour laquelle on se contentera de mentionner un prix Nobel de physique en 1926 et la fondation d'un laboratoire de pointe, véritable Rolls-Royce du paysage scientifique français de l'époque, l'Institut de biologie physico-chimique ; et il n'a touché à la politique qu'à regret, lorsqu'il s'est agi de plaider la cause de la recherche française auprès d'autorités publiques parfois peu convaincues de la nécessité de la soutenir. Même le 28 septembre 1936, lorsqu'il est appelé au sous-secrétariat d'Etat à la Recherche scientifique du gouvernement de Léon Blum, Jean Perrin n'accepte la fonction que pour remplacer au pied levé Irène Joliot-Curie, son éphémère prédécesseur qui s'est vite aperçue que la paillassa lui convenait mieux qu'un maroquin ministériel.

Jean Zay, à l'inverse, semble être né pour la politique : brillant étudiant en droit, avocat, journaliste, il a été élu député de la première circonscription du Loiret à 26 ans ; en 1936, Léon Blum le nomme à la tête du ministère de l'Education nationale à 31 ans - moins de la moitié de l'âge du sous-secrétaire d'Etat à la Recherche placé sous sa responsabilité ! –, faisant un pari audacieux sur la fraîcheur et, déjà, la compétence extraordinaire de celui qui demeure le plus jeune ministre de toute la Troisième République ; enfin, autant Jean Perrin ne s'est guère enflammé pour la politique, autant Jean Zay ne s'est encore jamais préoccupé de la recherche scientifique lorsqu'il prend ses fonctions à l'hôtel de Rochechouart. Sa jeunesse, son début de carrière fulgurant ne lui en ont pas laissé le loisir. Et, pour tout dire, le monde scientifique lui semble parfaitement étranger, presque exotique, en tout cas à mille lieues des âpretés de la vie politique : lorsqu'il l'évoque dans ses mémoires, quelques années plus tard du fond de sa cellule de la maison d'arrêt de Riom, il ne peut s'empêcher de porter sur lui un regard candide, où se glissent des clichés récurrents, notamment l'insouciance des scientifiques, leur naïveté, leur étourderie, bref cette « touchante candeur, fréquente chez les savants¹ ».

Une mystérieuse alchimie

Il faut rendre à César ce qui lui appartient : la désignation d'Irène Joliot-Curie puis celle de Jean Perrin au sous-secrétariat à la Recherche scientifique ne relèvent en aucune manière de Jean Zay. Pascal Ory a bien montré que ces choix appartiennent à Léon Blum², qui a imposé à son ministre de l'Education nationale ses deux collaborateurs successifs, Irène Joliot-Curie lors de la formation du gouvernement en juin 1936, puis Jean Perrin pour la remplacer en septembre. De son propre aveu, Jean Zay ne connaissait alors ni l'une, ni l'autre, sauf à travers la notoriété que leur avait conférée leurs prix Nobel de chimie et de physique. D'Irène Joliot-Curie, il ne se souvient *a posteriori* que de l'avoir vue « dépay-sée dans les bureaux ministériels. Elle y languissait littéralement. Son laboratoire seul l'attirait et elle avait hâte de le regagner. Dans les conciliabules officiels, devant un dossier administratif, on la sentait absente, sans goût³».

La personnalité de Jean Perrin, à l'inverse, a profondément marqué Jean Zay. Dans le portrait qu'il dresse du vénérable savant - plus âgé que son propre père-, l'humour et le cliché ne s'immiscent que pour renforcer une admiration évidente : « Ce sous-secrétaire d'Etat septuagénaire et glorieux déploya aussitôt la fougue d'un jeune homme, l'enthousiasme d'un débutant, non pour les honneurs, mais pour les moyens d'action qu'ils fournissaient. Sous des dehors paisibles, Jean Perrin brûlait de passion. Il paraissait naïf et distrait, presque nuageux ; il était en réalité toujours attentif, précis, concentré, roublard s'il le fallait. Dans les commissions ministérielles, on voyait sa tête s'incliner, ses yeux se fermer et ses lèvres laisser échapper un souffle régulier, mais il dormait si peu qu'on l'entendait soudain intervenir au moment décisif, avec la parfaite perception de tout ce qui avait été dit. Il n'avait pas de moyens oratoires et bredouillait à l'occasion. C'est ainsi que, chargé de prendre la parole au nom du gouvernement aux obsèques nationales de Charcot, et des héros du *Pourquoi-Pas?*, bien qu'il eût pendant toute la messe à Notre-Dame relu incessamment son discours à mi-voix mais si nettement que je dus lui pousser le coude, il eut un lapsus inattendu quand il se trouva devant le micro, sur le parvis, en présence du chef de l'État, des corps constitués et d'une foule innombrable qui entourait les cercueils drapés de tricolore :

« Adieu, illustre Charlot !... » s'écria-t-il inopinément. L'émotion générale escamota l'incident⁴ ».

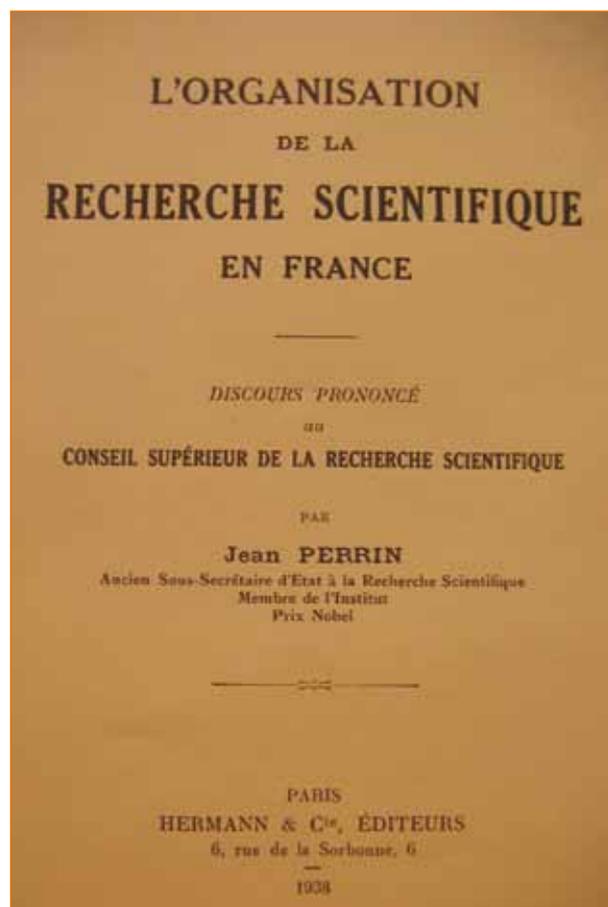
Savant Cosinus ou professeur Tournesol, l'image du scientifique distrait n'est jamais loin sous la plume de Jean Zay. Mais la description est amusée, tout au plus moqueuse, jamais acerbe. C'est que Jean Perrin a également su montrer à son ministre de tutelle la redoutable efficacité dont il était capable. L'évocation par Jean Zay d'une visite chez le ministre des finances Vincent Auriol en apporte la preuve : « Je me souviens d'un budget où nous désirions porter à vingt millions les crédits de la Recherche scientifique. Malgré tous mes efforts, le ministre des finances ne m'en accordait que quatorze. Je l'avouai à Jean Perrin : « - Il en faut vingt, me dit-il. - Rien à faire. Les compressions sont, cette fois-ci, impitoyables. L'intervention même du président du Conseil ne m'a pas permis de fléchir notre collègue de la rue de Rivoli. - Je vais aller le voir. - Si vous voulez, mais à quoi bon ? » Nous nous rendîmes chez le ministre des Finances. Jean Perrin prit la parole en entrant ; il la garda une demi-heure ; notre hôte ne put placer une parole. Il fut noyé dans un flot de démonstrations pathétiques, de raisonnements implacables, saisi par le bras, bousculé, emporté. À sa sortie, Jean Perrin avait obtenu vingt-deux millions⁵ ».

Les réalisations

Maintenant que les hommes sont bien posés, observons leurs actes. Des erreurs se sont glissées dans la chronique qu'en fait Jean Zay depuis le cachot où l'Etat français de Vichy le maintient en captivité : comment aurait-il pu en être autrement ? Toujours est-il que, dans le domaine de la recherche scientifique, le gouvernement de Léon Blum ne s'est pas aventuré sur une terre en friche en 1936 : les initiatives s'étaient multipliées depuis le début du siècle. Ce n'est pas le lieu de toutes les évoquer⁶. Il faut toutefois mentionner, dans les quelques années qui précèdent la victoire du Front populaire, la création, voulue par Jean Perrin, du Conseil supérieur de la recherche scientifique en 1933, et celle de la Caisse nationale de la recherche scientifique (*la* CNRS) en 1935. Mais l'année 1936, à défaut de rupture, marque clairement une accélération : la création du sous-secrétariat, qui voit pour la première fois dans l'histoire nationale l'entrée de la recherche scientifique au niveau gouvernemental, est en soi déjà

un signal fort ; celle d'un service central permanent au ministère de l'Education nationale, qui « dirige, provoque et coordonne toutes les activités qui sont consacrées à la recherche scientifique dans tous les domaines⁷ », en est un autre.

À la demande de Jean Perrin, Jean Zay offre la direction de ce service à l'un de ses proches, le physiologiste Henri Laugier, un savant très introduit dans le milieu politique, plusieurs fois directeur de cabinet ministériel. De larges missions qui lui sont confiées. Jean Perrin les résume dans un ouvrage publié en 1938 : il donne à des chercheurs les titres de boursiers, chargés, maîtres et directeurs de recherche, attribue le matériel et les aides techniques, assure des crédits réguliers aux laboratoires de l'enseignement supérieur mais aussi, une nouveauté, aux laboratoires spécialisés qui sont directement rattachés au Service⁸. Il ne s'agit donc plus seulement d'encourager la recherche, mais de l'inspirer pour permettre l'essor de disciplines nouvelles. Dans cette optique, le chef du service prend également en charge la gestion de la CNRS. Et ce n'est pas rien : son budget,





Inauguration du Palais de la découverte
avec Jean Zay en mai 1937
(AN AP 137 n°302)

de 8 millions de francs en 1936, enregistre un bond faramineux, au gré de l'intervention décisive de Jean Perrin auprès de Vincent Auriol, qui le porte à 22 millions en 1937 ! Une organisation complète est ainsi mise en place. Essentiellement dédiée à la recherche pure, elle doit en outre entretenir des liens avec la recherche coloniale et la recherche appliquée : le Conseil supérieur délibère et propose, le Service central décide et exécute, la Caisse finance.

Mais ce n'est pas tout : pour permettre à la science de conserver la place qui est en train de lui être aménagée, il ne faut pas qu'elle reste l'affaire de quelques savants retranchés dans leur tour d'ivoire – un autre cliché qui a la vie dure. Il est nécessaire de la dévoiler au plus grand nombre, d'en expliquer les besoins, les rouages et les avancées à une opinion qui contribue à son financement et donc à son essor. L'enjeu est aussi cher à Jean Perrin qu'à Jean Zay. L'une des solutions réside dans la création d'un lieu ouvert à tous qui lui soit dédié, un « Palais de la Découverte ». Le projet a beaucoup préoccupé le ministre de l'Éducation nationale et son sous-secrétaire d'État : « Organisateur du Palais de la Découverte, sous l'égide du ministère de l'Éducation nationale, Jean Perrin en fit l'une des deux merveilles de l'Exposition de 1937 (l'autre

étant la rétrospective des chefs-d'œuvre de l'Art français). Mais quand l'Exposition ferma ses portes, une bataille s'engagea entre savants et artistes. Ces derniers entendaient recouvrir l'usage du Grand Palais, habituellement réservé aux salons annuels de peinture et de sculpture. L'opinion publique réclamait cependant qu'on ne dispersât pas le Palais de la découverte et qu'il se transformât en musée permanent. Aucun local n'étant assez vaste dans Paris pour le recevoir, il fallut bien le maintenir sur place. La « Nationale » et les « Artistes français » s'indignèrent. « Le Grand Palais appartient par destination aux artistes », proclamèrent-ils. Leur protestation se fit véhémement. Le ministre de l'Éducation nationale étant en même temps celui des Beaux-Arts, je fus écartelé. Je dirigeai les peintres et les sculpteurs vers Jean Perrin, qui les accueillait avec une bonne grâce inflexible. Entre deux délégations, il fallait encore assiéger le ministre des Finances pour obtenir les crédits nécessaires à l'entretien des appareils scientifiques : pendant l'hiver, le chauffage était nécessaire⁹ ».

Vers le CNRS...

Le débat n'est pas encore tranché lorsque, à la fin du mois de juin 1937, Léon Blum remet la démission

de son gouvernement. Dans le nouveau cabinet qui se forme alors, sous la présidence de Camille Chautemps, Jean Zay conserve le portefeuille de l'Éducation nationale, mais le sous-secrétariat d'État à la Recherche scientifique disparaît. Afin de poursuivre l'œuvre entreprise dans ce domaine, Jean Zay nomme Jean Perrin à la présidence du Conseil supérieur de la recherche scientifique. L'une des principales missions qu'il confie au savant est d'organiser, pour la première fois depuis sa création en 1933, une grande réunion plénière de la haute assemblée. Elle débute le 2 mars 1938 à la Maison de la Chimie. Jean Zay entend bien lui donner un caractère solennel – l'allure d'assises de la recherche, dirions-nous aujourd'hui. «Je souhaite que cette réunion fournisse l'occasion d'une consultation très complète du Conseil sur toutes les questions importantes pour l'avenir de la recherche scientifique », explique-t-il en conviant les participants¹⁰. Le ministre a des attentes précises : « Les efforts depuis longtemps prodigués pour intéresser l'opinion et les pouvoirs publics à la recherche ont très largement abouti, note-t-il en introduisant les débats. Des crédits ont été attribués, des laboratoires construits, des encouragements matériels et moraux donnés aux chercheurs. Il s'agit maintenant d'obtenir le meilleur rendement des moyens mis en œuvre¹¹ ». Il insiste ensuite sur l'importance de ces moyens en rendant un hommage appuyé au prix Nobel de physique : « Pendant les longs mois d'un travail commun qui m'a honoré, Jean Perrin m'est apparu bien souvent comme l'apôtre inlassable de la recherche. Je sais qu'il ne connaît pas de plus douce récompense que de contempler le premier aboutissement de ses efforts. Ceux qui le soupçonnaient naguère d'un optimisme voisin de l'illusion lorsqu'il réclamait dix millions pour la Caisse des sciences, qu'on venait de créer, peuvent méditer sur les chiffres actuels et se féliciter avec nous des vastes possibilités que ses initiatives ouvriront demain aux chercheurs ».

Jean Perrin invite ensuite ses collègues à réfléchir aux thèmes retenus par le ministre de l'Éducation nationale : programme d'extension et de développement de la recherche scientifique, conditions d'utilisation des fonds mis à disposition par le Parlement, liaisons entre la recherche pure et la recherche appliquée, enfin statut des chercheurs¹². Plusieurs rapports viennent délimiter des débats qui, sous certains aspects, semblent aujourd'hui encore d'une actualité brûlante. Le physiologiste André Mayer introduit la

discussion sur l'extension de la recherche. Son rapport s'apparente à un inventaire à la Prévert, dans lequel il aborde tant la question des publications scientifiques, « un des aboutissements naturels de la recherche », que celles des animaux de laboratoire et de la fourniture de courant continu aux chercheurs¹³. Avec l'accord de Jean Zay et de Jean Perrin, il propose de compléter le dispositif national de la recherche scientifique, notamment en comblant les manques de l'Université, en lui apportant les crédits et le personnel là où ils sont jugés insuffisants, mais aussi en développant la recherche en dehors des établissements traditionnels si le besoin s'en fait sentir : « La Nature, s'interroge André Mayer, n'a-t-elle d'intérêt que quand elle est devenue un sujet de cours ? »

« Nous voulons que notre idéal vive ! »

Le projet d'un organisme nouveau, national, ambitieux, commence à être évoqué. Certaines oppositions au sein de la communauté savante et, bien plus, les urgences imposées par le contexte international, ne lui permettent pas de voir le jour immédiatement : la création du CNRS ne survient que l'année suivante, au mois d'octobre 1939. L'honneur d'annoncer sa naissance n'incombe pas à Jean Zay, et pour cause : le ministre de l'Éducation nationale a démissionné de ses fonctions le mois précédent, dès le lendemain de l'invasion de la Pologne par le Reich nazi, pour rejoindre toutes affaires cessantes l'armée française. C'est Jean Perrin qui, quelques jours plus tard, résumera la philosophie de l'établissement en gestation, autant que les grands principes qui ont présidé à son action et à celle de son ministre de tutelle depuis 1936, lors d'un discours radiodiffusé : « Il n'est pas de science possible où la pensée n'est pas libre, et la pensée ne peut pas être libre sans que la conscience soit également libre. On ne peut pas imposer à la chimie d'être marxiste, et en même temps favoriser le développement des grands chimistes ; on ne peut pas imposer à la physique d'être cent pour cent aryenne et garder sur son territoire le plus grand des physiciens... Chacun de nous peut bien mourir, mais nous voulons que notre idéal vive ! ».

Assurément, ce pourrait être un excellent mot de la fin : passionné, éloquent et dramatique, comme Jean Perrin savait l'être, mais aussi riche de pro-

messes pour l'avenir du nouvel établissement. Mais la conclusion de cette fable - authentique - du savant et du politique appartient davantage au ministre de l'Éducation nationale. Apprenant la mort de Jean Perrin dans son exil américain en 1942, du fond de cette geôle de Riom dont il ne sera tiré que pour être lâchement assassiné, Jean Zay revient en quelques mots sur la grandeur du projet qui les a unis, autant que sur les difficultés qu'ils ont rencontrées : « Quand les hommes sont habitués à travailler à l'écart les uns des autres, il est malaisé de les rapprocher ; leur collaboration loyale suppose de petits sacrifices d'amour-propre, des concessions mutuelles, une confiance réciproque, qui ne naissent point naturellement. Mais la tâche est désormais en cours ; elle est acquise ; elle suivra son impulsion, qui la grandira d'année en année. L'institution est fondée ; on s'étonnera plus tard qu'il ait fallu l'attendre si longtemps. Avant de mourir, tragiquement isolé, éloigné de ses amis, privé de la ferveur nationale qui se fût penchée à son chevet, Jean Perrin aura eu du moins cette certitude [...] Dans les laboratoires de France, c'est vers une chambre d'hôpital de New York que toutes les pensées ont dû se tourner le 18 avril, une chambre anonyme où venait de s'éteindre une grande pensée, de cesser de battre un grand cœur¹⁴ ».

Remerciements : Cet article a bénéficié des conseils et des archives de Mmes Catherine Martin-Zay et Hélène Mouchard-Zay qui nous ont aimablement reçus à Orléans.

Références bibliographiques

- 1 - Jean Zay, *Souvenirs et solitudes*, Paris, Belin, 2010, p. 380.
- 2 - Voir Pascal Ory, *La belle illusion. Culture et politique sous le signe du Front populaire, 1935-1938*, Paris, Plon, 1994.
- 3 - Jean Zay, *op. cit.*, p. 312.
- 4 - *Ibid.*, p. 312-313.
- 5 - *Ibid.*, p. 313-314.
- 6 - On les trouvera détaillées dans plusieurs ouvrages, tels que Harry W. Paul, *From Knowledge to Power. The Rise of the Science Empire in France (1860-1939)*, Cambridge University Press, 1985, Michel Pinault, *La science au Parlement. Les débuts d'une politique des recherches scientifiques en France*, Paris, CNRS Editions, 2006 et Denis Guthleben, *Histoire du CNRS de 1939 à nos jours. Une ambition nationale pour la science*, Paris, Armand Colin, 2009.
- 7 - « Décret créant le Service central de la recherche scientifique », 28 avril 1937, *Journal officiel de la République française*, 2 mai 1937.
- 8 - Jean Perrin, *L'organisation de la recherche scientifique en France*, Paris, Hermann, 1938, p. 50.
- 9 - Jean Zay, *op. cit.*, p. 314.
- 10 - Lettre de Jean Zay aux membres du CSRS, 4 février 1938, archives de l'Académie des Sciences, fonds Charles Jacob, CNRS 1-dossier 24.
- 11 - Discours de Jean Zay devant le CSRS, 2 mars 1938, *ibid.*
- 12 - Discours de Jean Perrin devant le CSRS, 2 mars 1938, *ibid.*
- 13 - Programmes d'extension des services de la recherche scientifique. Rapport préliminaire d'André Mayer au CSRS, 2 mars 1938, *ibid.*
- 14 - Jean Zay, *op. cit.*, p. 318.